Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du Bac Général LLCER + SES, veuillez visiter :
bac-llcer-ses.fr/annales-sujets-et-corriges

DISSERTATION S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE

PROPOSITION DE CORRIGÉ

Sujet : Comment peut-on expliquer le commerce international ?

Programme officiel :

Science économique

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?	- Comprendre le rôle des dotations factorielles et technologiques (avantages comparatifs) dans les échanges commerciaux et la spécialisation internationale. - Comprendre le commerce entre pays comparables (différenciation des produits, qualité des produits, et fragmentation de la chaîne de valeur). - Comprendre que la productivité des firmes sous-tend la compétitivité d'un pays, c'est-à-dire son aptitude à exporter. - Comprendre l'internationalisation de la chaîne de valeur et savoir l'illustrer. - Comprendre les effets induits par le commerce international : gains moyens en termes de baisse de prix, réduction des inégalités entre pays, accroissement des inégalités de revenus au sein de chaque pays ; comprendre les termes du débat entre libre-échange et protectionnisme.

Exploitation possible des documents :

Document 1	- Ce document montre la diversité des avantages comparatifs qui sont issus de différentes dotations factorielles et technologiques. - La spécialisation de la France et de l'Allemagne est en lien avec leurs dotations technologiques (aéronautique, automobiles, machines). - Le Bangladesh se spécialise dans le textile en raison de sa dotation factorielle en travail peu qualifié. - Le Brésil et la Russie exportent des produits agricoles et du pétrole grâce à leur forte dotation en capital naturel.
Document 2	- Ce graphique présente le poids des exportations de haute-technologie dans le total des exportations de biens manufacturés, en 2019, dans plusieurs économies différentes. - Au niveau mondial, cette part représente environ 20 % des exportations de produits manufacturés, mais elle est très variable d'un pays à l'autre. - La spécialisation dans les biens de haute technologie est bien plus importante en Corée du Sud et en France qu'au Pérou par exemple : la part des exportations de haute technologie dans les exportations de biens manufacturés est 8 fois plus importante en Corée du Sud qu'au Pérou.

	- Ce document met en évidence la grande hétérogénéité des dotations technologiques. Cette spécialisation en fonction des dotations technologiques est une des explications du commerce international.
Document 3	- Ce graphique présente l'importance croissante du commerce lié aux chaînes de valeur mondiales (matières premières, produits semi-finis) dans les échanges internationaux entre 1970 et 2015 : la part des chaînes de valeur mondiales dans les échanges internationaux est passée de 37 % en 1970 à 48 % en 2015, soit un gain de 11 points environ. Globalement, pour exporter, les firmes ont tendance à importer de plus en plus de consommations intermédiaires pour fabriquer un produit. - Le commerce lié aux chaînes de valeur mondiales représente environ la moitié des échanges mondiaux. - Ce document montre que l'internationalisation de la chaîne de valeur explique une partie importante du commerce international actuel.
Document 4	- Ce graphique fait état du commerce extérieur de la France dans le secteur automobile, en milliards d'euros entre 1999 et 2019. L'économie française est un important exportateur et importateur d'automobiles. - Dans le secteur automobile, l'économie française connaît un excédent commercial entre 1999 et 2008, puis un déficit commercial après 2009. - En 2019, l'économie française a exporté pour environ 52 milliards d'euros d'automobiles (vers des pays à spécialisation différente ou comparable) et en a importé pour 66 milliards d'euros (en provenance d'économies en grande partie comparables). - Ce document illustre en particulier l'importance du commerce intrabranche entre pays comparables, dans le secteur de l'automobile notamment.

Problématique possible :

Traditionnellement, le commerce s'explique par des échanges de produits différents entre des pays à spécialisations différentes. Pour autant, on observe quotidiennement des échanges croisés de produits de qualité et de variété différentes entre pays. Si le commerce international ne s'explique pas uniquement par des échanges entre pays à spécialisations différentes, quels sont les autres déterminants du commerce international ?

Proposition de plan détaillé :

I) Le commerce international s'explique par des échanges entre pays différents et entre branches différentes.	**II) Le commerce international est aussi un commerce entre pays comparables et s'explique aussi par l'existence de firmes exportatrices.**
A) Le commerce international s'explique par des dotations factorielles très différentes entre les pays.	**A) La différenciation des produits favorise un commerce entre pays comparables.**
• Les différents pays ne sont pas également dotés en travail et en capital. Chacun a intérêt à se spécialiser dans la production utilisant son facteur abondant. Le commerce international permet d'allouer plus efficacement les facteurs de production, d'où une augmentation de la productivité et une baisse des coûts. • Certains vont donc se spécialiser dans la production et l'exportation de ressources naturelles ou énergétiques (document 1 : Brésil, Russie), tandis que d'autres vont se spécialiser dans des activités intensives en main-d'œuvre (document 1 : Bangladesh).	• Les échanges croisés de produits de même nature (commerce intrabranche) s'expliquent par des stratégies de différenciation verticale : recherche de la qualité (dans le document 4, cela peut être le cas avec les importations de produits automobiles par la France, pourtant elle-même productrice de ces biens). • Ces échanges viennent aussi de stratégies de différenciation horizontale : recherche de variété. • Il s'agit donc de se différencier des concurrents en répondant aux désirs de choix et de variété du consommateur.
B) L'hétérogénéité des dotations technologiques expliquent aussi l'échange interbranches.	**B) L'activité des firmes multinationales est aussi une explication aux échanges commerciaux.**
• Tous les pays ne sont pas aussi avancés sur le plan technologique (document 2 : Afrique du Sud, Pérou). • Les plus avancés (document 2 : Corée du Sud, France) mobilisent leurs dotations technologiques pour exporter des produits à haute valeur ajoutée. • Le commerce international permet aux pays les moins avancés d'accéder à ces produits par les importations.	• Les grandes firmes contribuent à l'internationalisation de la chaîne de valeurs en profitant des avantages comparatifs propres à chaque pays. • Ainsi, le commerce international ne concerne pas uniquement des produits finis, mais aussi et, de plus en plus, des échanges de biens intermédiaires (document 3). • Plus la productivité des firmes est importante, plus celles-ci exportent et donc plus les économies où elles sont implantées sont elles-mêmes exportatrices.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ÉPREUVE COMPOSÉE – SUJET A
PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie : **Mobilisation des connaissances**

Question : Montrez, à l'aide de deux exemples, que l'engagement politique peut prendre des formes variées. (4 points)

Sociologie et science politique
Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

Réponse possible :

- L'engagement politique désigne la participation des individus à la vie politique. Il peut prendre des formes diverses et ne se réduit pas au vote.
- Les individus peuvent s'engager *via* le militantisme. En effet, en participant aux actions menées par un parti politique, un syndicat, une association ou un mouvement social, les individus peuvent s'engager activement dans la vie politique. Par exemple, en participant à la Marche pour le climat, à la suite de l'appel à la grève des étudiants initiée en 2019 par la militante Greta Thunberg, les personnes présentes cherchaient à inciter l'exécutif à accentuer la lutte contre le réchauffement climatique.
- Les individus peuvent également s'engager par le biais de la consommation engagée, en choisissant de consommer, ou au contraire, de ne pas consommer des produits spécifiques, pour des raisons politiques. Par exemple, les végétariens peuvent refuser de consommer de la viande afin de militer en faveur du bien-être animal ou pour limiter leur impact écologique.

Deuxième partie **: Étude d'un document** (6 points)
Science économique
Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?

Question 1 : À l'aide du document, vous présenterez les sources de la croissance du Danemark en 2019. (2 points)

Réponse possible :
Au Danemark en 2019, le PIB a augmenté de 2,8 % par rapport à 2018. Cette augmentation est due à la contribution du facteur travail, du facteur capital et de la productivité globale des facteurs (PGF). En effet, en 2018, le facteur travail a contribué à la croissance économique à hauteur de 0,9 point et le facteur capital a contribué à la croissance à hauteur de 0,5 point. La croissance du PIB danois est essentiellement tirée par la PGF, pour 1,4 point, soit une contribution d'environ 50 %.

Question 2 : À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous montrerez que l'accroissement de la productivité globale des facteurs est une source de croissance économique. (4 points)

Réponse possible :
La productivité globale des facteurs (PGF) désigne l'efficacité des facteurs de production. Elle joue un rôle dans la croissance économique, c'est-à-dire l'augmentation soutenue, pendant une période longue, de la production d'un pays.
En effet, elle est le reflet de la diffusion du progrès technique dans l'économie : grâce à des innovations de produit qui peuvent améliorer l'efficacité du capital ou des innovations de procédé qui peuvent conduire à une meilleure organisation du travail, grâce à des travailleurs plus qualifiés également, la hausse de la PGF permet une augmentation des quantités produites.
On voit ainsi que, sur le temps long, la croissance est essentiellement due à l'augmentation de la PGF au Danemark où sa contribution est généralement majoritaire (une contribution de deux tiers de la hausse du PIB en 2014, la moitié en 2019 par exemple). On peut également le constater en Corée du Sud (70 % de la croissance en 2010, la moitié en 2019) et, dans une moindre mesure, en France.

Troisième partie : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)**

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'approche en termes de classes sociales, pour rendre compte de la société française, peut être remise en cause.

Programme officiel :
Sociologie et science politique
Comment est structurée la société française ?

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
Comment est structurée la société française actuelle ?	- Savoir identifier les multiples facteurs de structuration et de hiérarchisation de l'espace social (catégorie socioprofessionnelle, revenu, diplôme, composition du ménage, position dans le cycle de vie, sexe, lieu de résidence). - Comprendre les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du XXe siècle (salarisation, tertiarisation, élévation du niveau de qualification, féminisation des emplois). - Connaître les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber) ; comprendre que la pertinence d'une approche en termes de classes sociales pour rendre compte de la société française fait l'objet de débats théoriques et statistiques : évolution des distances inter- et intra-classes, articulation avec les rapports sociaux de genre, identifications subjectives à un groupe social, multiplication des facteurs d'individualisation.

Exploitation possible des documents :

Document 1	- Ce document expose l'idée que les différentes possibilités d'identifications subjectives de l'individu rendent l'approche en termes de classes sociales moins pertinente aujourd'hui. - Si les places sociales étaient auparavant déterminées par notre classe sociale, aujourd'hui de multiples autres manières de se

	définir existent telles que le genre ou l'âge, ce qui traduit une plus grande autonomie des individus par rapport à leur appartenance à une classe sociale.
Document 2	- Ce document montre l'évolution du sentiment d'appartenance à une classe sociale, plutôt orienté à la hausse au premier abord. En 2015, 65 % des sondés ont le sentiment d'appartenir à une classe sociale contre 61 % en 1966. - Toutefois, après une lecture plus attentive, il s'agit surtout d'une hausse du sentiment d'appartenance aux classes moyennes. De fait, il a triplé : on passe de 13 % des sondés en 1966 à 38 % en 2015. - Le document montre par ailleurs le déclin de l'identification à la classe bourgeoise (1 % des sondés s'y inscrivent en 2015) et à la classe ouvrière (le sentiment d'appartenance a ici été divisé par 4 en passant de 23 % à 6 % entre 1966 et 2015). Le document suggère alors une baisse des distances inter-classes.
Document 3	- Ce document montre l'homogénéisation des taux d'équipement selon les catégories socioprofessionnelles : par exemple, les différences de taux d'équipement en téléphone portable sont infimes. - Globalement, les écarts de taux d'équipement entre les PCS sont relativement faibles pour tous les produits, ce qui conforte l'argument d'une réduction des distances inter-classes. Les plus grandes différences se situent dans l'équipement en téléviseur couleur (plus faible pour les cadres et professions intellectuelles supérieures) ou en micro-ordinateur (moindre chez les agriculteurs exploitants) ou encore dans la possession de deux voitures ou plus (très réduite parmi les employés).

Raisonnement possible :

Les lignes de clivage entre les groupes sociaux susceptibles de former des classes sociales ne sont plus aussi nettes

- La structure sociale s'est transformée et moyennisée à la faveur notamment de la tertiarisation qui a réduit les distances entre les différentes catégories socioprofessionnelles.
- Le sentiment d'appartenance aux classes moyennes a nettement augmenté et représente près de 40 % des personnes sondées. Les individus ne s'identifient plus à la classe ouvrière ou bourgeoise (document 2).
- Les inégalités entre catégories sociales dans l'accès aux biens ou aux équipements se sont réduites (document 3).

Ces arguments confortent le constat d'une réduction de la distance inter-classes.

- Au sein même des groupes sociaux susceptibles de constituer des classes sociales, les distances intra-classes se sont accrues en fonction du statut d'emploi ou de la position dans le cycle de vie par exemple.

L’individualisation et de nouveaux critères de hiérarchisation et de structuration remettent en cause l’appartenance à une classe sociale

- Les facteurs d’individualisation sont multiples : ainsi, par exemple, les collectifs de travail sont fragilisés en raison des transformations de l’organisation du travail ou encore de la baisse de la syndicalisation.
- De nouveaux critères de hiérarchisation de l’espace social, plus individuels, vont de pair avec une baisse du sentiment d’appartenance à une classe sociale (documents 1, 2) : baisse du sentiment d’appartenance à la classe ouvrière et développement d’identifications subjectives singulières (les « jeunes », les « femmes », …).
- Il est désormais possible de rendre compte de la structure sociale à travers le genre ou le lieu de résidence qui constituent d’autres formes d’appartenance.

ÉPREUVE COMPOSÉE – SUJET B
PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie : **Mobilisation des connaissances (10 points)**

Question 1 (4 points)

À l'aide de deux arguments, montrez que le travail est source d'intégration sociale.
Sociologie et science politique
Quelles mutations du travail et de l'emploi ?

Réponse possible :

L'accès à l'emploi contribue à l'intégration sociale des individus.

L'individu qui occupe un emploi salarié, en particulier en CDI, accède plus facilement à la propriété grâce à son épargne et à l'accès au crédit. Sa rémunération régulière lui permet d'accéder plus aisément au panier de consommation correspondant à la norme sociale. De plus, la salarisation des actifs s'est accompagnée de la généralisation de la protection sociale rattachée au contrat de travail.

Au-delà, la profession exercée contribue à donner un rôle social et une identité singulière à chaque individu. Elle lui offre une place au cœur d'une communauté professionnelle. Le lieu du travail est un lieu de sociabilité entre les différents collègues. Travailler chaque jour réaffirme un sentiment d'utilité et confère une image positive de soi.

L'emploi garantit donc bien une intégration économique et sociale.

Question 2 (3 points)

À partir d'un exemple, vous montrerez que l'innovation peut aider à reculer les limites écologiques de la croissance.
Science économique
Quels sont les sources et les défis de la croissance ?

Réponse possible :

Une innovation telle que le passage du moteur à explosion au moteur électrique dans l'automobile, résultat de nombreuses années de recherche et développement, permet non seulement de réduire les émissions de gaz à effet de serre mais aussi de ralentir la consommation des énergies fossiles comme le pétrole. D'autres innovations, comme le triple vitrage installé dans la construction de nouveaux bâtiments, peuvent assurer une meilleure efficacité thermique et une moindre consommation d'énergie.

Dans les deux cas, la croissance économique, qui désigne l'augmentation durable et soutenue de la production d'un pays, se poursuit en permettant une exploitation moindre de ressources naturelles.

Question 3 (3 points)

À l'aide d'un exemple, vous montrerez que l'action des pouvoirs publics en faveur de la justice sociale peut produire des effets pervers.
Regards croisés
Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

Réponse possible :

Les différentes mesures prises par les pouvoirs publics en faveur de la justice sociale (cette dernière vise à définir ce qui sera considéré comme juste du point de vue de la répartition des ressources) peuvent être source d'effets pervers (effets non recherchés) :

- ainsi, par exemple, l'accroissement des prélèvements obligatoires peut conduire les ménages à réduire leur offre de travail en cas de hausse de la fiscalité (incitation à préférer le loisir au travail). Cela peut aussi accroître le coût du travail et inciter les entreprises à délocaliser ou à substituer du capital au travail (en cas de hausse des cotisations sociales, par exemple). La taxation de certains biens peut réduire la consommation, celle des produits financiers peut désinciter l'épargne.

- autre exemple, les aides sociales peuvent réduire l'incitation à travailler, favorisant l'inactivité (« trappe à inactivité ou à chômage »).

Le développement d'un seul exemple est attendu.

Deuxième partie : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)**

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'approche en termes de classes sociales, pour rendre compte de la société française, peut être remise en cause.

Proposition de corrigé : voir *supra*.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.